

## Le Burundi veut "restaurer les équilibres constitutionnels" à l'armée et la police

@rib News, 24/11/2016 â€“ Source Xinhua Le gouvernement s'efforcera Ã "restaurer les Ã©quilibres constitutionnels" Ã l'armÃ©e et Ã la police nationale selon l'esprit de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la RÃ©conciliation au Burundi (AAPRB) conclu en 2000 entre les protagonistes du conflit burundais, a promis jeudi Gaston Sindimwo, premier vice-prÃ©sident du Burundi. L'AAPRB et dont les principales clauses ont Ã©tÃ© reversÃ©es dans la Constitution du Burundi en vigueur promulguÃ©e le 18 mars 2005, a institutionnalisÃ© une paritÃ© ethnique de 50% hutu-50% tutsi Ã l'armÃ©e et Ã la police pour "conjurer les actes de coup d'Etat et de gÃ©nocide".

"Au dernier recensement ethnique commanditÃ© par le SÃ©nat, on a relevÃ© un petit dÃ©sÃ©quilibre ethnique dans ces corps car, Ã l'armÃ©e, les effectifs actuels font Ã©tat de 53% tutsi et de 47% hutu ; alors que c'est plutÃ´t l'inverse Ã la police avec 52% hutu et 48% tutsi. Nous allons corriger ce dÃ©sÃ©quilibre au cours des prochains recrutements en faisant entrer dans ces corps plus de hutus Ã l'armÃ©e que de tutsis, ainsi que plus de tutsis Ã la police que de hutus", a prÃ©cisÃ© le premier vice-prÃ©sident Sindimwo au cours d'une causerie morale Ã l'Institut supÃ©rieur des cadres militaires (ISCAM) qu'il a voulu "trÃ¨s ouverte, sans aucun tabou" en prÃ©sence de la presse. M. a prÃ©venu toutefois qu'en dÃ©pit de la prÃ©occupation des autoritÃ©s burundais pour veiller sans cesse aux Ã©quilibres ethnico-rÃ©gionaux et de genre au sein des corps nationaux de dÃ©fense et de sÃ©curitÃ©, il n'y aura jamais de "paritÃ© absolue" dans la mesure oÃ¹ des impondÃ©rables comme des morts subites peuvent Ãªtre enregistrÃ©s au sein d'une composante ethnique donnÃ©e comme dans une autre. Les autres prÃ©occupations des militaires conviÃ©s Ã la causerie morale, ont portÃ© notamment sur le sort des soldats partis en cavale Ã l'Ã©tranger "par panique" dans la foulÃ©e de l'attaque des hommes armÃ©s du 11 dÃ©cembre 2015 contre quelques camps militaires de Bujumbura dont l'ISCAM. Sur ce, le vice-prÃ©sident burundais a affirmÃ© que de tels militaires fugitifs sur le champ de bataille, ne peuvent Ãªtre autorisÃ©s Ã regagner leurs postes d'attaque dans le cadre d'un rapatriement "volontaire" ou "organisÃ©" des rÃ©fugiÃ©s burundais, parce que leur geste ainsi posÃ© est considÃ©rÃ© comme une "dÃ©sertion". Car, a-t-il insistÃ©, au Burundi tout comme sous d'autres cieux Ã travers le monde, les militaires doivent dÃ©montrer qu'ils ne sont pas des citoyens normaux en faisant preuve de bravoure et de courage en face de l'ennemi sur le champ de bataille. En revanche, il a plaidÃ© pour la rÃ©intÃ©gration dans la carriÃ¨re des armes pour des militaires "blanchis en justice" aprÃ¨s des poursuites judiciaires Ã©talÃ©es sur une "longue" pÃ©riode allant au-delÃ  du dÃ©lai rÃ©glementaire rÃ©gissant le du travail. M. Sindimwo en a profitÃ© pour plaider en faveur de la cohÃ©sion au sein des corps burundais de dÃ©fense et de sÃ©curitÃ©, afin que ceux qu'il qualifiÃ© de "fauteurs de trouble", ne puissent bÃ©nÃ©ficier d'aucune faille pour perturber la paix et la sÃ©curitÃ© au Burundi. "Serrez les coudes, lutez contre tous les oiseaux de mauvaise augure et armez-vous de l'Ã©thique et de la dÃ©ontologie militaire en vous refusant Ã toutes les sollicitations politiciennes qui viendraient enfreindre Ã votre mission premiÃ¨re de sÃ©curiser les burundais", a-t-il martelÃ©. Auparavant, le commandant de l'ISCAM, le colonel GrÃ©goire Ndorarigoranye, avait indiquÃ© dans son mot d'accueil qu'avec la crise Ã©lectorale burundaise d'avril 2015, certains politiciens burundais avaient tentÃ© de "diviser" les officiers de cet Ã©tablissement universitaire dans une perspective "malveillante" d'y saper la cohÃ©sion interne. Pour sa part, le ministre burundais de la DÃ©fense et des Anciens Combattants, Emmanuel Ntahomvukiye, a signalÃ© qu'au cÃ©ur des chantiers en cours dans son ministÃ¨re, se trouve le projet de doter l'ISCAM d'une lÃ©gislation "adaptÃ©e aux temps contemporains", en remplacement de l'actuelle en train de devenir "dÃ©suÃ©te". Cette causerie morale au sein de l'ISCAM, est intervenu au moment oÃ¹ cet Ã©tablissement qui a vu le jour en 1975, s'apprÃªte Ã accueillir dans un proche avenir des jeunes candidats officiers, qui formeront sa 47Ã¨me promotion.